

me de la crise qui s'est ouverte en 1929, Au cas où en réalité s'ouvrirait une nouvelle phase d'expansion du régime capitaliste, il s'avérerait que la prévision qui a dominé tout le mouvement communiste se trouverait controuvée et nous assisterions à un processus de la révolution mondiale s'échelonnant sur plusieurs dizaines d'années. Nous qui sommes fort loin de partager une telle prévision, nous ne serions nullement en difficulté pour maintenir intégralement les positions marxistes qui ne souffriraient aucun démenti du fait que le cours de la révolution devrait s'étendre pendant une période qui ne serait certainement pas si étendue que celle qu'a requis le cycle des révolutions bourgeoises. Rien ne serait changé dans l'inévitabilité de la révolution du prolétariat. Tout l'enseignement résultant des terribles expériences vécues consisterait à armer le prolétariat des notions idéologiques qui lui permettraient de garder à sa cause l'Etat qu'il fondera au nom de la révolution mondiale, d'empêcher que le capitalisme puisse s'en servir pour en faire un instrument du sauvetage de son régime, au point de vue politique aussi bien qu'économique. Car, à ce dernier sujet, il faut considérer l'importance qu'acquiert le marché soviétique pour l'économie capitaliste mondiale : un secteur immense qui, du fait qu'il ne sera pas ouvert aux convoitises compétitives des différents capitalismes ; du fait qu'il ne représentera pas non plus un secteur industriel pouvant désarticuler par son industrialisation le mécanisme de l'économie mondiale ; du fait donc qu'il n'est pas non plus une colonie, peut constituer un marché immense où pourront s'estomper les manifestations contradictoires de l'économie capitaliste mondiale.

Les considérations qui précèdent nous permettent de voir ce que voudraient exprimer au point de vue politique les

chansons anti-dictatoriales, ou celles de la défense de « la patrie prolétarienne » contre l'impérialisme. Dans la mesure où la situation économique permettrait un assainissement de l'économie mondiale elles représenteraient le chant funèbre entonné sur les funérailles du prolétariat international, provisoirement évincé de la scène historique ; et les centristes pourraient revendiquer une place de premier ordre pour le sauvetage du régime capitaliste. Au cas où, par contre, la situation économique ne permettait pas une telle reprise de l'économie mondiale, alors les deux chansons qui nous assourdissent aujourd'hui ne seraient pas autre chose que les hymnes consacrant l'accouplement du prolétariat avec le capitalisme pour le déclenchement de la guerre. A part ces deux hypothèses fondamentales qui planent sur la situation italienne actuelle et qui en font le pivot de la situation internationale, il reste encore la double perspective dérivant du succès ou de l'insuccès des mouvements du prolétariat italien se trouvant en butte à un ennemi fasciste formidablement organisé et qui peut se prévaloir de la solidarité active de toutes les forces politiques existantes, alors que le prolétariat des autres pays a été anéanti. Les sociaux-centristes ont fait l'impossible, avec la politique des sanctions, pour empêcher que le prolétariat italien retrouve son chemin de classe, mais nous persistons à croire que les fondements du parti de la révolution communiste ont été jetés dans les prisons, les îles de déportation, les foyers ouvriers meurtris par les assassinats fascistes. Ce parti est de taille à se battre contre le monde d'ennemis qui, du fasciste au centriste, s'oppose à lui, et même si le capitalisme pouvait au travers d'une orgie de sang répondre à son premier effort libérateur, ce serait là non point sa défaite, mais le premier pas de sa victoire au nom et pour le compte du prolétariat mondial.

La situation en Amérique du Sud

Malgré l'extrême tension de la situation internationale, le développement de l'aventure de l'impérialisme italien en Afrique Orientale et l'avance de l'impérialisme japonais en Extrême-Orient, qui tiennent en alerte l'attention générale, l'Amérique a, elle aussi, récemment occupé l'attention par le soulèvement « communiste » du Brésil, le coup de main manqué de Callés au Mexique, la mort du dictateur Gomès, qui pendant 26 ans a terrorisé le Venezuela, la brusque rupture des relations diplomatiques entre l'Uruguay et l'U.R.S.S., etc.

LA SITUATION AU MEXIQUE

Au Mexique, les Blancs (créoles espagnols descendant des conquérants espagnols) sont en diminution — 2,000,000 d'après les chiffres officiels, en réalité, un demi-million tout au plus —, les Indiens purs (bien qu'il soit difficile de les distinguer de ceux qui ne le sont plus) se chiffrent à 4 millions et demi et, enfin, les métis qui forment aujourd'hui la grande majorité de la population avec 9 millions. Le Mexique, à l'encontre du Brésil, dont nous parlerons par après, n'est pas un pays de peuplement, mais uniquement d'exploitations. Pour cela, il lui manque l'immigration de la main-d'œuvre étrangère. Les Indiens sont bergers, porteurs, mineurs et surtout « peones » dans les plantations ; pour eux, trois siècles de conquête espagnole, un siècle « d'indépendance » n'ont pas apporté de grands changements à leur situation, eux qui dans les civilisations pré-colombiennes des Mayas, du Yucatan et des Aztèques, travaillaient comme serfs de la glèbe dans les champs d'autrui, ou bien, comme esclaves faisaient office de bêtes de sommes, inconnues à cette époque.

A côté des Blancs, qui forment l'aristocratie des grands propriétaires fonciers, les Métis constituent au Mexique la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie (surtout petits propriétaires, fermiers, intellectuels, fonctionnaires et artisans).

Dans notre précédent article, nous avons traité de la lutte entre les impérialismes anglais et américain pour l'hégémonie économique et, par conséquent, politique du pays ; la pénétration améri-

caine qui s'était développée pendant les 34 années de dictature de Porfirio Diaz avait à la veille de la guerre mondiale, atteint le même niveau que les investissements anglais (800 millions de dollars). Maintenant les Etats-Unis, y ont investi 1 milliard et demi et de cette manière, ce sont eux qui y ont la prédominance, bien que les investissements anglais ne soient pas beaucoup inférieurs à ce chiffre et viennent, en importance, après les capitaux anglais investis en Argentine.

Le Parti Communiste du Mexique — tenu sur les fonds baptismaux par Borodine, qui devait plus tard devenir l'artisan de la politique centriste en Chine — s'est montré digne de son parrain. Il s'est mis à la remorque de la bourgeoisie nationaliste, sous le masque de lutte anti-impérialiste, quoique cette bourgeoisie et surtout petite-bourgeoisie « nationaliste » représentait les intérêts du capitalisme nord-américain. Il soutint inconditionnellement Obregon et Calles, en les faisant passer comme les défenseurs de l'indépendance nationale. Même quand se fut évanouie la démagogie initiale anti-cléricale et favorable à la réforme agraire et que ces derniers ne firent plus figure que d'agents de Wall-Street, le Parti Communiste continua à les soutenir, en avalisant leur politique de répression contre le mouvement des travailleurs des champs.

3 millions 600,000 peones — 70 p. c. de la population travaillante du Mexique — ne possèdent aucune terre ou très peu et sont obligés de travailler dans des conditions d'esclavage, dans les domaines des grands propriétaires (934 latifundistes possèdent plus de la moitié du sol) malgré l'existence de 72 millions d'hectares de prés non utilisés et malgré que l'Etat possède beaucoup de terres susceptibles d'être partagées.

L'unique et réelle tentative de réforme agraire fut celle des Zapata, en 1911, qui réclamaient la distribution d'un tiers des latifundia aux travailleurs agricoles dépourvus de terre. Les successives réformes agraires de Carranza, en 1915, de la Constitution de 1917 qui proclamait l'Etat possesseur du sous-sol, celles de Obregon, de Calles surtout, ont bien promis la terre aux paysans, mais cela reste sur